

Permanences et ruptures de la rencontre islamo-chrétienne en Côte d'Ivoire (1970-2000)

Dr Sékou Traoré
Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
tsekou136@gmail.com

Résumé

Cette note porte sur l'implication de l'islam et de l'église dans la construction du dialogue interreligieux en Côte d'Ivoire. L'objectif est de montrer qu'en dépit des efforts consentis par ces deux religions depuis 1970, elles sont régulièrement confrontées à des obstacles à la fois interne et externe. Cette étude s'appuie sur les sources écrites et les sources orales, dans une démarche diachronique.

Introduction

Au sortir du colonialisme, la « Jeune République » de Côte d'Ivoire proclame sa laïcité constitutionnelle. Si ce choix s'inscrit dans la continuité de l'héritage colonial, il trouve aussi son sens dans la diversité ethnique, culturelle et religieuse du pays. Terre d'accueil et de peuplement ancien en effet, ce pays côtier ouest-africain compte une soixantaine d'ethnies regroupée autour de quatre grandes aires culturelles : Akan, Gur, Krou et Mandé. De même, une kyrielle de religions et croyances dominant l'espace. Malgré l'ancienneté des religions traditionnelles, l'islam et le christianisme, respectivement du XIe et XIXe siècle, sont majoritairement numériques. C'est pour convertir cette hétérogénéité religieuse en une force d'association bureaucratique au lendemain des indépendances que les leaders religieux créent des cadres de rencontre interreligieux. Toutefois, l'enthousiasme initial de 1970 se heurte à des divergences de plusieurs natures, de sorte à laisser entrevoir des crises interreligieuses et la suspension du Forum des confessions religieuses en 2000. Cet article met le focus sur le niveau d'implication des leaders religieux musulmans et chrétiens dans la construction d'un cadre de rapprochement interreligieux, tout en énumérant les obstacles auxquels se heurte ce projet. Il s'appuie sur les coupures de presse, les données bibliographiques et les enquêtes de terrain effectuées en 2017. Les informations recueillies ont été soumises à la critique historique, à l'analyse du contenu et à la méthode comparative. Suivant une approche à la fois descriptive et analytique, cet article est organisé autour de deux axes qui donneront tour à tour un aperçu général du rapport interreligieux et les obstacles qui empêchent son bon fonctionnement.

1. Le processus de construction des rapports interreligieux : de l'engagement chrétien au partenariat musulman

Plusieurs expériences passées et actuelles montrent que la religion a parfois servi de référence pour légitimer un conflit. Le cas des pays comme l'Algérie, le Soudan, le Nigéria, etc.

est illustratif de ce schéma. Éviter ce piège a conduit à la création du Dialogue islamo-chrétien en Côte d'Ivoire.

1.1. L'engagement chrétien

La rencontre interreligieuse ivoirienne est née de la volonté des guides religieux de promouvoir l'union, la paix et la cohésion sociale. Cette action s'inscrit dans le strict respect de la laïcité, principe sacro-saint à la mode dans la majorité des anciennes colonies françaises. Arrivé à la tête de l'épiscopat ivoirien en mai 1960 pour remplacer Mgr Boivin contraint à la retraite pour des raisons de santé, Mgr Bernard Yago, porte-parole des évêques ivoiriens, prend acte de cette décision, conformément aux prescriptions bibliques de démarquer l'ordre profane de l'ordre sacré. C'est toutefois au sortir du Concile Vatican II (1962-65) que la haute hiérarchie catholique demande aux représentants des différents pays de créer des commissions en charge de poser les jalons de la rencontre avec les autres cultes. S'ouvrir aux autres religions à travers les rencontres interreligieuses (séminaires, conférences et débats, activités sportives, etc.) fait partie des résolutions prises par le Nonce apostolique et les autorités catholiques locales. De la sorte, l'Église catholique crée dès 1968 une commission de rapprochement avec la hiérarchie musulmane. Il s'ensuit la création officielle du Dialogue islamo-chrétien et le début des activités intervenu à partir du 22 octobre 1970.

Gwenolé Jussset, un moine franciscain, en est le principal initiateur. Il réussit à rassembler autour de ce projet plusieurs partenaires intéressés, aussi bien des chrétiens que des musulmans. Luc Moreau, Jean-François Dufour, Suzanne Périn, Siméon Atsain et Celestin Koffi Ibrago (côté chrétien) ; Boubacar Sakho, Ahmadou Hampâté Bâ, Alpha Cissé, Tidjane Bah (côté musulman) constituent la pierre angulaire de cette collaboration interreligieuse naissante (B. G. E. Yao, 2009, p. 147). Au-delà des considérations religieuses et d'actions axées sur l'union, l'entente et la cohésion, il s'agit aussi de s'ouvrir au séculier, de ses préoccupations et constituer un bloc pour y faire face. Toutefois, l'enthousiasme des premiers moments fait vite place à plusieurs interrogations. La principale est liée aux divergences doctrinales à la fois internes et externes. Pour certains cadres catholiques, il est inadmissible de s'associer à une croyance religieuse assimilée « à un message d'antéchrist » et qui, en plus, est « leur concurrente directe pour la conversion des animistes » (M. Bamba, 2021, p. 56). Au vrai, l'interprétation des résolutions du Concile diffère d'un groupe à un autre. Si pour certains, le rapprochement interreligieux voulu au Concile consiste uniquement à vivre en bonne intelligence avec les musulmans, d'autres y perçoivent l'idée d'association. En outre, l'absence remarquable des protestants fait l'objet de polémiques, d'autant plus que cette confession représente une force religieuse nationale. Ainsi, si la création du Dialogue islamo-chrétien laisse présager une collaboration interreligieuse,

il ne semble pas faire l'unanimité à cause des divergences, méfiances et hésitations.

1.2. Le partenariat musulman

La situation est beaucoup plus complexe pour l'islam postcolonial. Une crise intergénérationnelle de leadership oppose les tenants de l'islam réformiste aux musulmans traditionalistes. Les réformistes regroupent les étudiants issus des universités des pays arabo-maghrébins qui amorcent leur retour au pays après 1940. Aussi connus sous le nom de wahhabites, ils se donnent pour objectif de polir l'islam des innovations négatives (*bida'a*) qui auraient été introduites par les traditionalistes. Les musulmans traditionalistes regroupent les marabouts francophones et les maîtres des confréries. La crise qui les oppose à leurs cadets revêt une dimension sociologique (rapports maîtres-disciples) et doctrinale : rite malékite (traditionalistes) *versus* rite hanbalite (réformistes). Malgré les tentatives de conciliation, cette crise se solde par la division des mosquées et des centres d'enseignement¹. Ainsi, alors que les réformistes sont restés hostiles à toute idée d'association à une autre forme de croyance «non -musulmane», les traditionalistes n'hésitent pas à saisir la main tendue de leurs «frères» chrétiens. Le leadership intellectuel musulman de ce rapprochement est incarné par Alpha Cissé, Directeur général de l'Institut géographique de la Côte d'Ivoire; Tidiâne Bah, Imam central de la mosquée de la Riviera et l'un des premiers arabisants sur le sol ivoirien; Amadou Hampâté Bâ, Malien de nationalité définitivement installé en Côte d'Ivoire en 1962; et son compatriote Boubacar Sakho – Le sage de Treichville, son pseudonyme.

Avant que la collaboration ne prenne ses marques, plusieurs traditionalistes et réformistes émettent des doutes. Pour certains leaders religieux musulmans, il s'agit d'un subterfuge trouvé par le Vatican pour attirer les musulmans dans son sillage : «Au Vatican : Ils ont élaboré une étude tendant à gagner l'estime des musulmans en général, et ceux de l'Afrique en particulier, dans le but [...] d'étudier leur psychologie et leurs aspirations afin de détecter le moyen de les détourner ou de les avorter» (M. Bamba, p. 58). Un autre reproche concerne la direction. Il se trouve que les postes de responsabilité sont principalement occupés par des chrétiens, les musulmans n'étant maintenus que dans des rôles secondaires. Les responsables chrétiens disposent donc du monopole de l'organisation des sessions de rencontre et du choix des thèmes. Ainsi, les questions majoritairement abordées concernent l'islam et les musulmans. Cette situation a accentué les critiques et conforté l'idée d'une tentative programmée par les chrétiens pour vider l'islam de ses fidèles et accélérer la «christianisation» du pays. Un dernier reproche concerne le «cercle d'amis» musulmans qui s'est arrogé le droit de représenter l'islam national au sein

1. Entretien réalisé avec Djiguiba Cissé, Recteur de la mosquée du Plateau (Abidjan), le 17 août 2017.

d'une structure dans laquelle la majorité des musulmans ne se reconnaît pas. Même si ces critiques n'entament pas la détermination des concernés, le Dialogue islamo-chrétien survit mal au départ de Gwénohé Jussset en Turquie et à la mort d'Alpha Cissé. Faute de leaders pour relancer les activités, il ne put survivre durablement, mais a eu le mérite de poser les bases du Forum des Confessions Religieuses.

2. Le Forum des Confessions Religieuses en Côte d'Ivoire : «un géant aux pieds d'argile»

Après trois décennies de stabilité politique, la Côte d'Ivoire fait son entrée dans une spirale d'instabilité suscitée par la «guerre» de succession entre les héritiers de Felix Houphouët-Boigny. Consciente de leur rôle d'instance d'apaisement, les leaders religieux nationaux décident de s'unir au sein du Forum des Confessions Religieuses. L'objectif initial est clair : cimenter les rapports interreligieux et mieux faire face aux préoccupations sociopolitiques.

2.1. Les raisons d'y croire

La création du Forum interreligieux à la veille des élections présidentielles d'octobre 1995 est un événement historique, qui apparaît comme une réponse à la «brutalisation du champ politique ivoirien» (C. Vidal, 2003, p. 1), suscitée par les débats politiques autour du concept d'ivoirité. Depuis le décès de Felix Houphouët-Boigny, la crise politique a glissé vers le terrain ethnique et religieux. L'absence d'un cadre d'échange interreligieux, le Dialogue islamo-chrétien étant devenu l'ombre de lui-même, a exacerbé les rapports entre les leaders religieux ivoiriens. Cela s'est vérifié lors des obsèques d'Houphouët-Boigny en 1994, lorsqu'une autorité catholique affirma publiquement que : «l'Église catholique était devenue orpheline [...] la communauté musulmane avec son Conseil Supérieur des Imams [COSIM] voudra un jour imposer un des siens» (R. Boa Tiémélé, 2003, p. 224). Ce sont autant de facteurs qui ont milité en faveur d'une reconfiguration des rapports interreligieux. *À sa création, le Forum des Confessions Religieuses regroupe vingt-quatre confessions religieuses. Ce sont l'islam, le christianisme, les mouvements prophétiques, les Églises indépendantes, les croyances traditionnelles ancestrales, les groupements de la société civile*², etc. Le Sénior évangéliste Édiémou Jacob du christianisme céleste est choisi comme porte-parole. La composition du Forum, avec la majorité des religions nationales, laisse présager ses ambitions fédératrices. Celles-ci devaient aussi conduire les membres du Forum à intervenir dans les débats politiques, en tant qu'instance d'apaisement.

Leurs sorties médiatisées suite aux tensions sociopolitiques en sont la preuve. Le 26 octobre 1995, après les troubles liés à l'élection contestée d'Henri Konan Bédié par l'opposition,

2. Entretien réalisé avec l'Abbé Augustin Obrou, Chargé de communication du Cardinal Kutwa, le 22 août 2017.

le Cardinal Agré³, le Révérend N'cho Lambert et l'Imam Tidiane Bâ parviennent à apaiser le front social (B. Agré, 1995, p. 16-17). Un autre fait concerne le voyage, à bord du même appareil, du Cardinal Bernard Agré et de l'Imam Cissé Djiguiba pour représenter les croyants de Côte d'Ivoire à Dakar, en 1997, à la faveur de la rencontre autour du thème «Religion et Sida». Une fois par trimestre et à tour de rôle, un membre du Forum organise un repas en commun. Les leaders religieux s'échangent des cadeaux pendant les fêtes religieuses respectives. Ils organisent aussi des sorties pour discuter des thèmes liés à l'actualité. Bien qu'étant, plusieurs obstacles entravent la bonne marche de ce cadre d'échange et de partage.

2.2. L'impossible conciliation «interracteurs»

Derrière l'écran de fumée humaniste incarné par les leaders religieux regroupés au sein du Forum interreligieux, se cachent en réalité de profondes divergences qui fragilisent leurs rapports. La configuration du Forum, en effet, semble problématique. Si ses acteurs manifestent une réelle volonté de proposer des solutions aux crises qui secouent le pays en jouant leur rôle d'instance d'apaisement, ils peinent à surmonter les divergences doctrinales. Ces divergences partent de l'opinion que chaque religion se fait de l'autre, des concepts et clichés, des visions stéréotypées de l'autre. La conception de Dieu diffère ainsi d'une religion à une autre. Il en est de même des rites et pratiques, de sorte que chaque religion se replie sur sa propre doctrine lorsqu'il s'agit d'organiser des séances de prières communes. Un exemple illustratif de ce clivage réside dans la conception de Jésus chez les musulmans et chez les chrétiens : «L'herméneutique musulmane de la réalité de Jésus récuse l'herméneutique chrétienne de cette même réalité» (B. Guibléon, 2011, p. 171). Cette divergence, selon cet auteur, est aussi observable entre catholiques et protestants et même entre les différentes ramifications du protestantisme. Ce clivage doctrinal a rendu difficile l'action du Forum interconfessionnel.

En outre, une crise de leadership liée au sentiment de supériorité de certaines religions sur les autres crée des inégalités au sein du Forum. Historiquement et chronologiquement, en dehors des religions ancestrales, l'islam et le christianisme sont les deux premières religions importées à s'être solidement implantées en Côte d'Ivoire. Par scissiparité, ces religions ont donné naissance à plusieurs mouvements religieux : l'islam et ses écoles juridiques et confréries ; le christianisme et ses courants protestants, évangéliques et pentecôtistes ; ainsi que les Églises indépendantes issues des mouvements prophétiques. Ce sont aussi ces deux religions qui ont été les initiatrices du Dialogue islamo-chrétien, premier cadre de rencontre interreligieux du pays. Du fait de leur expérience précédente, le poids de leur représentativité fait ombrage aux autres confessions, les reléguant ainsi aux seconds

rôles. En conséquence, hormis le titre honorifique de porte-parole attribué au Sénior évangéliste Édiémou Blin Jacob du Christianisme céleste, le Forum est en réalité dirigé par les leaders religieux musulmans et chrétiens. Leur présence permanente lors des sorties médiatisées, des voyages pour les conférences internationales, etc. en témoignent.

Un dernier élément qui ralentit le dynamisme du Forum concerne les dissensions internes, ce qui explique l'absence de certains mouvements et Églises évangéliques. Le cas illustré ici est celui des Églises de la Fédération Évangélique de Côte d'Ivoire (FECI). La FECI se heurte aux autres ramifications des Églises évangéliques et a, par conséquent, décidé de décliner sa participation. Elle s'indigne de : «la présence au sein du forum des adeptes des religions traditionnelles, de l'islam, de croyants mystico-religieux et de sectes [sic] constitue un vrai repoussoir à un vrai dialogue entre communautés religieuses» (M. Bamba, 2021, p. 58). Or, cette fédération est, avec le pentecôtisme, une mouvance religieuse émergente sur la scène nationale. Cette boutade de la FECI trouve son justificatif dans les rapports «interracteurs». Les chrétiens et musulmans refusent de s'associer aux rites religieux traditionnels qu'ils qualifient de pratiques fétichistes. Inversement, les adeptes des religions traditionnelles refusent les croyances importées qui ne prennent pas assez en compte les réalités africaines. Au total, malgré sa volonté de faire œuvre utile dans le processus de construction du dialogue national, la rencontre interreligieuse sera durement éprouvée par une autre difficulté : le concept d'«ivoirité».

Conclusion

Le rapprochement interreligieux répondait au besoin de réunir les représentants des deux plus grandes religions nationales et contribuer à l'idéal de paix et de développement escomptés par les pères de l'indépendance ivoirienne. La collaboration islamo-chrétienne amorcée en 1970 ouvrit la voie au Forum des Confessions Religieuses, créé en 1995 et élargi aux autres religions nationales. Avec la libéralisation politique de 1990 et la crise de succession occasionnée par le décès de Felix Houphouët-Boigny en 1993, les leaders religieux ambitionnaient contribuer à l'apaisement du climat socio-politique. Leur projet va toutefois se heurter aux divergences doctrinales, aux crises de leadership, et le «faux» sentiment de supériorité qui fragilisent leurs rapports avant que l'exhumation de la question «ivoiritaire» après le coup d'État du 24 décembre 1999 n'entraîne la restriction des activités du dialogue interreligieux en 2000. Toutefois, l'un des mérites de la rencontre interreligieuse est d'avoir évité à la Côte d'Ivoire un conflit religieux surtout pendant la décennie «bizarre» comprise entre les élections présidentielles d'octobre 2000 et la crise post-électorale d'avril 2011.

3. Le Cardinal Bernard Agré a remplacé le Cardinal Bernard Yago, parti à la retraite, en février 1995.

Sources orales

Augustin Obrou, 52 ans, chargé de communication du Cardinal Kutwa (ancien chargé de communication du Cardinal Bernard Agré). Rencontré le 22 août 2017 à Abidjan.
Cissé Djiguiba, «plus de 60 ans», Porte-parole du COSIM (membre fondateur du COSIM-CNI et Imam de la Mosquée du Plateau). Rencontré le 16 août 2017 à Abidjan.

Références bibliographiques

- AGRE Bernard, 1995, «Une bataille a été gagnée pour la paix», *Fraternité Matin*, n° 9311, p. 16-17.
- BAMBA Moustouapha, 2021, *La société ivoirienne et les mouvements religieux*, Langue arabe, Mémoire de Master, Université Lion III (Jean-Moulin).
- BOA Tiémélé Ramsès, 2003, *L'ivoirité entre culture et politique*, Paris, L'Harmattan.
- GUIBLEON Bony, 2011, «Questionnement sur le dialogue interconfessionnel : le forum des confessions religieuses en Côte d'Ivoire», *Gabonica*, n° 5, p. 165-177.
- MIRAN Marie, 2006, *Islam, histoire et modernité en Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala.
- VIDAL Claudine, 2003, «La brutalisation du champ politique ivoirien 1990-2003», *Revue africaine de sociologie* n° 7, vol. 2, p. 45-57.
- YAO Bi Gnagoran Ernest, 2009, *Côte d'Ivoire : un siècle de catholicisme*, Abidjan, CERAP.
- BAMBA Moustouapha, 2021, *La société ivoirienne et les mouvements religieux*, Langue arabe, Mémoire de Master, Université Lion III (Jean-Moulin), p. 56.
- GUIBLÉON Bony, 2011, «Questionnement sur le dialogue interconfessionnel : le forum des confessions religieuses en Côte d'Ivoire», *Gabonica*, n° 5, p. 171.